

Le Collectif CourtePointe. *Pointe Saint-Charles : un quartier, de femmes, une histoire communautaire.* Montréal, Les Éditions du Remue-Ménage, 2006. 286 p. Illustrations, notes, bibliographie

Amélie Bourbeau

Volume 36, numéro 2, spring 2008

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1019174ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1019174ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Urban History Review / Revue d'histoire urbaine

ISSN

0703-0428 (imprimé)

1918-5138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bourbeau, A. (2008). Compte rendu de [Le Collectif CourtePointe. *Pointe Saint-Charles : un quartier, de femmes, une histoire communautaire.* Montréal, Les Éditions du Remue-Ménage, 2006. 286 p. Illustrations, notes, bibliographie]. *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine*, 36(2), 57–58.
<https://doi.org/10.7202/1019174ar>

on the formation of privilege and prejudice in urban African society, which—given that despotic colonial measures to control the city were taken up occasionally with even greater vigor after independence—also would seem to be especially pertinent.

As Burton openly acknowledges, he, as any other historian, is limited by his sources—and he is to be commended for going beyond the more usual types of materials to the extent he has here done. Nevertheless, the narratives and categories of colonial officials are occasionally treated in a way that exposes the book to the danger of reproducing their ways of structuring issues. We know from other work, for instance, that far from producing cultural anomie, or indeed a wholesale loosening of “tribal” ties, African towns were fertile grounds for the invention, construction, and invigoration of manifold associations and identifications, including “ethnic” ones. As Burton notes, colonial officials often remained largely oblivious to these aspects of life that were unfolding under their noses. But if, in their framing of their concerns, they really got the city wrong on quite a fundamental level, it would be beneficial for this insight to more clearly flow into the analysis, even if it is largely concerned with documenting colonial thinking.

Historians of Africa and those interested in urban histories on the African continent will find this book a treasure trove of detailed information on various aspects of Dar es Salaam's history. Although non-experts may find it difficult to get their bearings in a narrative that largely assumes familiarity with the often necessary broader context of the history of British colonial rule in Africa, single chapters such as 8 and 9 on the informal economy and attitudes toward it will be rewarding to a much broader audience. In terms of overall organization and readability, closer editing would have benefited the book: while the very heavy footnoting is a testimony to the author's thoroughness with regard to evidence and historical documentation, too much subtext does at times impede the text's flow; many characters and places appear on the scene to be identified by little more than name; and making sense of what a “Knüppel askari” might have been requires language competency in both German and Swahili on the part of the reader. But this is a thoroughly researched and original book that will reward its reader.

Leander Schneider
Concordia University

Le Collectif CourtePointe. *Pointe Saint-Charles : un quartier, de femmes, une histoire communautaire.* Montréal, Les Éditions du Remue-Ménage, 2006. 286 p. Illustrations, notes, bibliographie.

Si le communautarisme en milieu urbain a reçu une bonne part d'attention de la part des sociologues et travailleurs sociaux depuis le milieu des années soixante, l'histoire des mouvements sociaux telle que vécue et perçue par les

citoyens composant l'essentiel de ces groupes est moins bien connue. *Pointe Saint-Charles* comble partiellement cette lacune en relatant les expériences de neuf femmes, anglophones et francophones, engagées au sein de leur communauté des années soixante à nos jours. Le projet est une initiative des Archives populaires de Pointe Saint-Charles. Des auteures, l'une, Anna Kruzynski, est professeure à l'École de service social de l'Université de Montréal, et l'autre, Isabelle Drolet, est militante. L'ouvrage constitue un excellent exemple de collaboration entre les mondes académique et communautaire, réussissant presque toujours à maintenir l'équilibre délicat entre les témoignages très personnels des participantes et l'analyse féministe du communautarisme qui a pris racine dans ce quartier du Sud-Ouest de Montréal il y a maintenant cinquante ans.

Le livre est organisé de manière thématique, au fil des luttes animées par les participantes au projet. Infrastructures urbaines, logement, santé, éducation, alimentation, aide sociale, prise en charge de l'économie locale, prise de conscience féministe, ces huit chapitres sont encadrés par une brève histoire du quartier, un récit de l'éclosion du mouvement communautaire et un épilogue visant à stimuler les réflexions sur son avenir. Les propos des auteures sont parfois discrets, servant alors à encadrer les témoignages des participantes mais aussi, les illustrations et textes tirés des Archives populaires et dont la lecture n'est pas optionnelle pour qui veut bien comprendre l'ouvrage. Les lecteurs sont ainsi amenés à participer à la réflexion de Kruzynski et Drolet, qui visent à mettre en valeur les témoignages écrits et oraux, à les rendre accessibles à l'état brut et à offrir une analyse de l'action communautaire au féminin. L'ensemble est réussi et comporte des attraits tant pour le grand public, premier destinataire de l'ouvrage, que pour les universitaires. La mise au jour du rôle de premier plan joué par les femmes est probablement la plus grande réussite de l'ouvrage, mais soulignons aussi le rôle continu des Églises, à travers l'action des pasteurs protestants et des Fils de la Charité, parmi les apports de *Pointe Saint-Charles*. Trois éléments ont particulièrement retenu notre attention : l'importance de l'urbain, à un moment où les familles qui en ont les moyens quittent la ville, les relations de genre et les enjeux idéologiques du communautarisme.

Une grande partie de l'action communautaire présentée et analysée dans cet ouvrage vise à rendre un quartier tout ce qu'il y a de plus urbain et ouvrier en milieu de vie sain et sûr, particulièrement pour le mieux-être des enfants. L'administration municipale est donc un des acteurs importants du livre, que l'on parle des luttes pour réformer la circulation automobile et le transport en commun, assainir les rues, égouts et terrains contaminés, améliorer la présence policière, les conditions de logement, ou encore l'offre d'aliments sains et à prix raisonnable à proximité des résidents. Un élément important de la contestation est le sentiment d'injustice ressenti par les résidents de Pointe Saint-Charles face aux conditions de vie d'autres quartiers de Montréal, qui reçoivent

plus d'attention de la part de leurs élus. Pour les chercheurs intéressés par les questions de citoyenneté et de participation au niveau municipal, *Pointe Saint-Charles* offre un excellent exemple du potentiel et des défis de la contestation des gens « ordinaires » face à des institutions qui leur semblent complètement étrangères, voire antagonistes.

La perspective genrée et les considérations idéologiques sont quant à elles des éléments qui portent les germes de recherches futures, tout en comportant des limites peut-être attribuables à la nature de l'ouvrage. Deux dichotomies paraissent là où l'on aurait préféré voir des relations complexes : entre les hommes et les femmes, tant dans les familles qu'à l'intérieur des groupes communautaires, et entre les activistes de terrain, représentées par les neuf participantes au projet, et les « marxistes-léninistes », qui apparaissent régulièrement comme nuisance sans qu'on sache jamais de qui il s'agit (des hommes ou des femmes? Des résidents du quartier ou des gens venus de l'extérieur?), quels sont leurs buts et surtout, pourquoi leur présence est-elle continuellement tolérée au sein de groupes qui visent des réalisations pratiques et durables. Et pourtant, sans nécessairement procéder à une longue recherche au sujet du marxisme-léninisme des années 1970 au Québec, les auteures avaient ici une belle occasion d'explorer plus en profondeur les préoccupations des uns et des autres, la définition ou la délimitation du monde que chacun et chacune cherchait à changer durant ces décennies d'activisme ininterrompu.

Au bout du compte, un ouvrage qui intéresse et suscite des questions. Il est maintenant à espérer que les Archives populaires sauront trouver le soutien financier nécessaire pour ouvrir à nouveau leurs portes et accueillir des chercheurs qui pourraient poursuivre le travail du Collectif CourtePointe.

Amélie Bourbeau
Université du Québec à Montréal

Deslandres, Dominique, John A. Dickinson, et Ollivier Hubert, dir. *Les Sulpiciens de Montréal : Une histoire de pouvoir et de discrétion, 1657–2007*. Montréal, Fides, 2007. 670 p.

Ce livre, magnifiquement illustré, se présente comme une synthèse fragmentée en vingt et un chapitres. Les trois directeurs ainsi que les onze collaborateurs et spécialistes exploitent des thèmes, apportent de nouveaux savoirs, suggèrent des pistes de recherche. L'histoire des Sulpiciens est également celle de Montréal, en cela elle est une histoire urbaine, et de l'Église québécoise. Sa singularité se voit dans le produit d'une culture spécifique. Bien! mais en quoi l'est-elle? Qu'est-ce qui permet au lecteur de la découvrir. Bref, quels sont les traits de l'identité sulpicienne? La réponse est distillée. Si bien qu'on ne peut ignorer aucun des chapitres.

Seigneurs de l'Île de Montréal, plusieurs des traits qu'ils impriment à l'espace sont encore visibles, dit Jean-Claude

Robert (chapitre 6). John Dickinson écrit un chapitre éclairant sur l'économie, tant sur l'ampleur des entreprises que sur les échecs (chapitre 7). Échec encore de l'évangélisation des amérindiens d'Oka. Les Sulpiciens sont essentiellement des éducateurs. Cela inclut quasi tous les secteurs : la formation théologique décrite par Christine Hudon (chapitre 15), l'enseignement secondaire et collégial ou classique, ainsi que celui des petites écoles, à une certaine époque. Ollivier Hubert rédige là-dessus un chapitre (chapitre 14) captivant qui structure l'ensemble du thème de l'éducation. Il se prolonge encore dans la partie signée par Dominique Deslandres, consacrée aux relations avec les communautés religieuses (chapitre 12). Éducateurs encore par l'enseignement de la foi, ils sont curés, desservants, prédicateurs, dévots, charitables. Chacune de ces dimensions est développée. Pour atteindre leurs objectifs, les Sulpiciens se donnent divers moyens. Sont étudiés le livre, la musique, le chant, les beaux-arts et l'architecture vus comme autant de stratégies culturelles.

La résistance à la canadianisation de la Compagnie tient d'ailleurs son origine dans l'autonomie dont elle dispose dans son fief de Montréal. Missionnaires et pasteurs, les Sulpiciens accompagnent et soutiennent les fondatrices des communautés religieuses. Leur pouvoir est ébranlé par la Défaite de 1759. S'impose alors de solutionner le grave problème de la propriété et de la gestion des biens, jusque-là sous la dépendance de Paris. Ils sont pris en charge par les Montréalais en 1769. L'interdiction du recrutement en France, depuis 1763, est une autre conséquence du changement de régime. Puis, paradoxe, la Révolution impie conduit à l'immigration de plusieurs fils d'Olier.

Les quatre premières décennies du XIX^e siècle se placent sous le signe d'une fragilité ressentie. La désignation d'un évêque de Montréal se fait malgré les *Messieurs* qui estiment qu'un nouveau diocèse sur la rive sud du fleuve s'impose davantage. Toutefois, ils se disent prêts à recevoir son pasteur avec la dignité voulue. Rome nomme Jean-Jacques Lartigue. L'abolition du régime seigneurial, dont il est beaucoup discuté dans les années d'avant les rébellions, est un autre sujet de préoccupation. Autrefois gallicans et près du pouvoir capétien, la Conquête ne les rend pas ultramontains. Et, plus tard, les ignominies de la Révolution française encore fraîches à la mémoire, leur font rejeter tout républicanisme. Leur camp est alors tout désigné.

L'année 1840 marque cependant un tournant. Le gouvernement accorde une Charte d'incorporation aux Sulpiciens, comme d'ailleurs à d'autres. Il ne s'agit donc pas d'un retour d'ascenseur. En clair cela signifie qu'ils ont la possibilité d'acquérir des biens, de se constituer un patrimoine et de l'enrichir. La même année, ils ouvrent un Grand Séminaire et se voient confier par le nouvel évêque Bourget le monopole de la formation du clergé. Leur seul d'ailleurs, car les changements sociaux exigent des services bien supérieurs à leurs capacités. À preuve, l'immigration irlandaise catholique qui impose la fondation d'une desserte paroissiale, Saint-Patrick, distincte